Numéro d'Avis de vacance de poste	**008/2024**
Titre du poste	Expert(e) technique en Responsabilité, Coopération inter-agence et internationale (poste réservé aux nationaux)
Niveau du poste	4T/ M
Type du contrat	CDD
Projet	**LuCoFFI** - Lutte contre les flux financiers Illicites
Lieu d'affectation	Kinshasa
Durée du contrat	1 an
Durée de phase du projet en cours	Novembre 2026
Date souhaitée d'entrée en fonction	**01.03.2024**
Date de clôture	**02.02.2024**

Informations générales :

La GIZ, Deutsche Gesellschaft fur Internationale Zusammenarbeit, est une entreprise de la coopération internationale pour le développement durable qui opère sur tous les continents. Elle propose des solutions d'avenir pour le développement politique, économique, écologique et social dans un monde globalisé. Dans des conditions parfois difficiles, la GIZ soutient des processus complexes de changement et de réforme. Son objectif principal est d'améliorer durablement les conditions de vie des populations dans les pays de coopération.

Contexte du projet :

Selon le Rapport d'Evaluation Mutuelle (REM) du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) d'avril 2021 et l'Analyse Nationale des Risques 2023, la RDC est particulièrement exposée aux flux financiers illicites et aux risques de blanchiment d'argent associés liés aux détournements de fonds, aux trafics illicites de minerais, aux trafics de minerais, Fraude douanière et fiscale et falsification de documents. Le gouvernement estime à 9 milliards de dollars par an les pertes subies par le budget de l'État en raison de la fraude et de la corruption : des fonds qui manquent au pays pour un programme efficace de développement et de réduction de la pauvreté. En raison des faiblesses identifiées, la RDC a été placée sous surveillance accrue par le GAFI en octobre 2022 et cotée en bourse (Place sur liste grise). La conséquence directe de la cotation est le renforcement de la supervision bancaire des transferts d'argent, ce qui réduit l'attractivité de la RDC pour les investisseurs potentiels.

Depuis lors, même si l'on enregistre des progrès visant à inverser la tendance, il reste que le système de lutte contre les flux financiers illicites de la RDC est inefficace au regard des normes internationales aux niveaux national et local, n'est pas suffisamment axé sur les risques et ne contribue pas encore au développement durable.

Le Projet de Lutte contre les Flux financiers Illicites en RDC (**LuCoFFI**) se propose d'apporter une réponse durable à ce défi auquel fait face la RDC. L'objectif de ce Projet est de renforcer le système de lutte contre les flux financiers illicites en République démocratique du Congo aux niveaux national et local sur la base des normes internationales, d'une manière axée sur le développement et les risques. Les interventions se focalisent sur 4 axes principaux :

- augmenter la disponibilité des données pour un suivi transparent et basé sur les risques des flux financiers illicites.
- renforcer les capacités personnelles et opérationnelles des autorités de surveillance étatiques et des secteurs réglementés afin d'améliorer la prévention et la détection des flux financiers illégaux.
- renforcer le cadre légal et les capacités technique des autorités publiques afin d'améliorer le processus d'enquête, de suivi et de recouvrement des flux financiers illicites.
- renforcer la coopération inter-institution, et internationale pour une mise en œuvre plus efficace des mesures de lutte contre les flux Financiers Illicites.

Pour certains des axes stratégiques d'intervention dudit programme, notamment celui visant à améliorer la coopération inter-institution et internationales entre les organes impliques dans la lutte contre les Flux financiers Illicites, le programme met l'accent sur la mise sur pied des modèles de coopération et d'échange d'information interinstitutionnelle entre les autorités de surveillance, d'investigation et de répression du Blanchiment des Capitaux en RDC.

C'est donc dans le cadre de cet axe que le projet est à la recherche d'un (e) Expert(e) Technique devant soutenir sa mise en œuvre.

L'expert(e) technique sera sous supervision du/ de la Responsable du Marché (RdM) du Projet.

A. Domaine de responsabilité

Le/la titulaire du poste sera responsable du renforcement de la coopération inter-institution et internationales entre les organes impliqués dans la lutte contre le Blanchiment des Capitaux en RDC.

Dans ce cadre, le/la titulaire du poste a les attributions suivantes :

B. Attributions

- Assure la mise en œuvre de la composante 4 du projet relatif à la coopération inter-institution et internationales entre les organes impliqués dans la lutte contre le Blanchiment des Capitaux en RDC ;
- Concevoir et développer les modèles adaptés de coopération et d'échanges d'information entre les Institutions étatiques, le secteur privé et la société civile, qui joue un rôle en matière de surveillance, d'investigation, de répression et de recouvrement des avoirs dans le secteur des Flux financiers Illicites ;
- Concevoir et développer les modèles adaptes de coopération et d'échanges d'information entre les Institutions régionales et internationales qui joue un rôle en matière de surveillance, d'investigation, de répression et de recouvrement des avoirs dans le secteur des Flux financiers Illicites ;
- Concevoir des plans d'actions, plans opérationnels pour faciliter la mise en œuvre du programme ;
- Développer des termes de référence pour le recrutement de consultants, les notes conceptuelles pour les activités, les accords de financement pour les partenaires d'implémentation du programme et faire le suivi de leur mise en œuvre.

C. Éducation, Expérience et Compétences

Éducation

- Être détenteur d'une maitrise en droit, Finance Publique, Administration, Science politique ou tout autre diplôme équivalent.

Expériences

- Avoir une bonne compréhension de l'environnement socio-économique, financier, politique et géostratégique de la RDC ;
- Avoir travaillé au moins 5 ans dans l'écosystème de lutte contre le blanchiment des capitaux, soit comme employé, ou comme partenaire d'une ou plusieurs Institutions impliquées dans ce domaine ;
- Avoir une bonne maitrise des processus de développement organisationnels des entités publiques et privées
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle ou d'expérience de travail comparable à un poste similaire avec une ou plusieurs organismes internationaux ;
- Avoir une bonne maitrise des normes GAFI et de leur implémentation ;
- Être familiarisé aux outils performants de coopération et d'échange d'information utilisé au plan national, régional et international ;
- Avoir une bonne maitrise des systèmes de lutte contre le blanchiment des capitaux en cours dans autres pays africains et les bonnes pratiques applicables.

Compétences et qualités personnelles

- Avoir une bonne maitrise des outils informatiques (Word, Excel, et courrier électronique Outlook) ;
- Être apte à travailler de manière méticuleuse avec focus sur les détails ;
- Être créatif et s'avoir s'adapter aux méthodes et contextes innovants ;

- Expérience de travailler avec les Institutions impliques dans la lutte contre les Flux Financiers Illicites serait un atout ;

- Très bonne connaissance du français, connaissance d'anglais est un atout ;
- Manifester un engagement à la mission de la GIZ, à sa vision et à ses valeurs.

D. Soumission de candidatures :

Nous vous invitons à faire parvenir votre candidature (**avec mention impérative du titre du poste et du n° de l'Avis de Vacance de Poste dans l'intitulé du mail**) au plus tard le **02/02/2024**, uniquement à l'adresse électronique suivante : **recruitement-giz-rdc@giz.de** .

Les dossiers de candidature doivent comprendre une lettre de motivation et un CV en français avec 3 références à contacter, une copie de la carte d'identité, photocopie des diplômes & attestations services rendus. N'oubliez pas de préciser votre adresse électronique et votre numéro de téléphone. **Seul(e)s les candidat(e)s sélectionné(e)s pour une interview seront contacté(e)s.**

NB: les candidatures féminines sont particulièrement encouragées